Transcription Livestream 06.12.2024

Briefing de presse après le Conseil de gouvernement (06.12.2024)

# Intervenants

* Luc Frieden, Premier ministre
* Journalistes

# Langues

* Français

# Transcription

[Luc Frieden]

Bonjour, Mesdames, Messieurs. Une excellente après-midi.

Je viens d'une réunion intéressante et enrichissante avec les représentants de l'agriculture.

Il y avait un sujet dont on a beaucoup discuté les derniers jours, que ce soit en Europe, que ce soit au sein de la Chambre. Je parle des effets de l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur, un accord de libre échange qui sera conclu par la Commission européenne avec les pays sud-américains.

J'avais dit au Parlement que l'intention, c'était de se mettre à une table avec les agriculteurs luxembourgeois pour mieux comprendre leurs soucis ;

chose que j'ai faite la semaine dernière. Je l'ai fait à midi – je l'avais annoncé – et je comprends les soucis des agriculteurs.

En général, et ça reste l'avis du gouvernement luxembourgeois, les accords de libre-échange sont importants.

Il y a des continents entiers qui ferment leurs frontières en haussant les droits de douane, et dans ce contexte, il est important que l'Union européenne veuille obtenir un rôle accru, également en dehors de l'Europe.

Et bien entendu il est nécessaire que nous vendions nos produits non seulement dans nos propres territoires mais aussi à l'étranger.

Mais comme d'habitude, pour ce type d'accord, il y a plusieurs facettes. Et le souci de l'agriculture, c'est... Bon d'accord, ils reconnaissent la nécessité des accords de libre-échange, mais ils veulent surtout qu'un tel accord ne soit pas fait au détriment des agriculteurs.

Et cela vaut surtout pour l'Amérique latine et les produits de viande.

Et on craint, du côté des agriculteurs luxembourgeois, qu'on puisse importer des produits, des viandes produites avec des systèmes qui ne sont pas autorisés chez nous.

C'est un souci que nous prenons tout à fait au sérieux, et c'est bien entendu aussi un aspect qu'en Europe, il y a de plus en plus de réglementations, qu'il y a la tendance à compliquer la tâche à la filière, et ils disent, enfin c'est du moins comme ça que je l'ai compris :

Chez nous, il y a de plus en plus de réglementations, et les autres qui veulent exporter chez nous, ne seraient pas soumis aux mêmes réglementations, aux mêmes contraintes. C'est quelque chose à prendre au sérieux,

et effectivement, une fois que cet accord sera présent dans les détails, il faudra s'assurer que les pays sud-américains produisent avec les mêmes techniques.

Je retiens autre chose de cet entretien avec les agriculteurs, c'est qu'on procède avec les mêmes procédures, les mêmes contraintes qui existent dans d'autres continents. On ne peut pas dire : en Europe, il faut absolument réduire le cheptel, et en même temps on permettrait à l'Amérique latine d'avoir une production massive de bovins, qui seraient alors exportés vers l'Europe.

Alors, les règles que nous, nous faisons en Europe ne doivent pas être plus contraignantes que celles des autres, ou alors, si on fait des contraintes chez nous, il faut que la même chose vaille pour d'autres continents.

Donc, les soucis des agriculteurs, on les prend très au sérieux.

Ça reste notre ligne de conduite de prendre les agriculteurs au sérieux.

L'accord qui a été conclu par la Commission – je lis ça chez vos collègues dans les médias, moi, je n'étais pas présent, c'est un accord que nous ne connaissons pas encore en détail. Nous connaissons l'accord conclu en 2019, mais maintenant, il y a ce protocole additionnel et on voudrait savoir maintenant que ce soit vraiment confirmé que les objectifs de la conférence de Paris en matière de climat soient entièrement respectés.

On voudrait qu'on en tienne compte pour la production de viande, et en Europe – mais là c'est au-delà du Mercosur qu'on devra se mettre en accord avec le nouveau commissaire à l'Agriculture, Christophe Hansen.

Il faudra qu'on mette fin à une surréglementation qui pourrait casser le l'épine dorsale à l'agriculture.

Nous avons besoin d'une agriculture qui est un facteur économique, un secteur économique important.

Mais je vais encore y revenir. L'accord Mercosur, on va le regarder plus en détail et nous finirons par prendre une décision.

Alors, il y a un autre aspect que je tiens à souligner. Un accord de libre échange est bien entendu positif quand il s'agit d'exporter.

Ça vaut surtout pour le secteur industriel, et c'est donc un aspect qu'il ne faut pas sous sous-évaluer.

Nous constatons que l'industrie européenne, et là nous le voyons surtout en Allemagne, ne va pas trop bien.

Donc il faut faciliter les exportations, que ce soient des voitures ou autre chose.

C'est important aussi pour le Luxembourg, parce que ce sont des emplois en Europe qui sont aussi des emplois pour le Luxembourg, parce que très souvent nous jouons un rôle de sous-traitant. Et ce n'est qu'une fois que le gouvernement aura analysé le texte et discuté avec les secteurs concernés, c'est à ce moment-là que le gouvernement prendra une décision. Alors, nous avons parlé avec les agriculteurs, nous en avons parlé avec les collègues au sein du gouvernement, et on veut savoir dans quelle direction le pays ira.

Et ici on a notamment décidé d'encourager la construction de serres.

C'est un sujet qui avait été freiné au cours des dernières années.

Nous pensons quand même qu'il est nécessaire de pouvoir cultiver des légumes et des fruits au Luxembourg, et le pourcentage de la production autonome est minime.

Alors avec le la météo qu'on a, – ça ce n’est pas la faute du gouvernement, – il serait quand même nécessaire de donner l'autorisation aux agriculteurs

de construire des serres là où c'est utile et faisable.

Donc on voudrait soutenir ce type de projets.

Ce ne sera pas un chiffre faramineux, mais là où ce sera faisable, cet investissement sera subventionné de l'ordre de 40% jusqu'à un montant total de 20 millions d'euros.

Il faudra voir combien de projets seront soumis dans le cadre d'un appel à soumission de projets.

Là c'est important pour nous en tant que consommateurs, c'est important pour les agriculteurs, c'est important de faire une politique où nous pourrons aller de l'avant pour renforcer le pays, ce qui est quand même notre point d'orgue au sein du gouvernement.

Et je constate qu'il y a plein de projets qui concernent l'agriculture, l'équilibre entre l'économie et l'écologie, n'est-ce pas?

C'est dans ce contexte qu'il y aura la deuxième table ronde de l'agriculture pour parler constructivement.

Parce qu'au Luxembourg, les agriculteurs ne montent pas au créneau, non, ils vont s'asseoir à la même table que nous.

Donc il y a pas mal de sujets, n'est-ce pas, et nous constatons la présence d'une reprise économique qui fait défaut aux pays voisins.

L'année dernière, l'économie était en recul. Cette année, elle augmente, et sur base de ce qu'on voit et de ce qu'on entend, j'espère qu'on pourra renouer avec les 2 % de croissance.

Ceci dit, cela dépend aussi des pays voisins.

Il y a des fois où ils n'ont pas de politique cohérente, ou alors pas de politique du tout.

On voit que la reprise s'opère aussi dans le secteur du logement.

Au début du gouvernement, on avait la double crise avec le logement et la construction.

Donc on a pris des mesures pour soutenir l'artisanat. On a voulu donner un nouvel élan au logement.

Il y avait d'une part des mesures temporaires à court terme ; et il y a d'autres mesures qui sont durables.

On a fait des progrès sur tous ces domaines, et on constate qu'on peut cueillir les premiers fruits, parce que tant les entreprises de construction que les banques qui donnent des prêts nous disent que la demande a augmenté.

Cela concerne tant les logements existants qui sont vendus, que les nouvelles constructions.

Donc nos mesures ont leur effet.

Les mesures temporaires qu'on avait prévues pour cette année-ci, on avait constaté que vers la fin de l'année il y a eu une demande assez forte.

Il y a une demande relativement forte pour obtenir un crédit d'ici la fin de l'année,

et du côté des notaires, il y a encore pas mal de contrats où les intéressés veulent qu'ils soient signés dans le courant de cette année encore, pour profiter des avantages fiscaux qui vont avec. Alors le but c'était de d'apporter un nouvel élan dans le secteur de la construction, et c'est réussi.

Et comme on veut donner une chance aux gens de pouvoir faire leur transaction jusqu'à la fin de l'année pour qu'on puisse avoir un changement de propriétaires pour les logements existants, et bien dans ce contexte, le gouvernement a décidé de prolonger la durée qui était limitée au 31., ce sera prolongé jusqu'en juillet 2025.

C'est une mesure qui concerne surtout le crédit d'impôt, ce qu'on appelle le "Bëllegen Akt" pour des unités de logement.

Ça concerne le "Bëllegen Akt" pour l'investissement dans le secteur de location.

Cela concerne ce qu'on appelle la VEFA, la vente en état futur d'achèvement, mis à la disposition pendant 2 ans pour des appartements, des logements destinés à la location.

Troisièmement, il y a la réduction de l'imposition des plus-values dans le cas où quelqu'un vend un immeuble, et donc on a le quart du taux global.

Donc pour le simplifier, on va imposer, on va taxer 10 %, et cela concerne aussi le taux et la durée de l'amortissement accéléré pour les logements qui sont construits pour être destinés à la location.

Là on va le fixer à 6 % pour une durée de 6 ans encore.

Alors il y a un aspect que je tiens à souligner : c'était comme on avait pensé au début, tout ça, c'est limité dans le temps.

Donc ça va s'arrêter le 1er juillet de l'année [prochaine], mais cet élan qui est présent maintenant, en cette fin d'année, il pourrait être limité, parce qu'il n'est pas exclu que tous les crédits soient pas finalisés, ou que les contrats ne soient pas signés en temps utile.

Donc au moins, on a quand même la garantie de voir la fin du tunnel.

C'est bien pour l'artisanat, c'est bien pour les gens qui cherchent un appartement, qui ont besoin d'un logement.

Alors comme c'est une loi qui ne pourrait plus passer par la Chambre cette année, on a décidé de le faire passer au début de l'année.

Et comme il s'agit de mesures fiscales, ça pourra marcher à titre rétroactif.

Les autres mesures qu'on a introduites, elles vont continuer, notamment l'aspect des intérêts débiteurs qui serait fiscalement tenus en compte.

Là c'est de toute façon quelque chose qui n'était pas prévu, de les abolir. Ensuite nous avons pris une autre décision importante conforme à notre politique, à savoir le soutien continu du financement d'entreprises, qui établissent des bornes pour l'électromobilité.

Là aussi, dans ce dossier, il y aura un appel à projet, et nous allons nous adresser aux entreprises qui construisent ces bornes accessibles au public.

Nous allons continuer à les soutenir pour les 3 années à venir, à hauteur 30 millions d'euros pour faire des progrès dans ce domaine.

C'est une question de bornes accessibles ; s'il n'y a pas de bornes, les gens n'achètent pas de voitures électriques et vice-versa.

Donc nous devons faire des progrès, et je pense que c'est un coup de pouce important à l'électromobilité.

L'année passée nous avions déjà décidé que pour les voitures de leasing que certains salariés reçoivent comme partie de leur salaire, que l'avantage fiscal favorable pour les voitures électriques sera maintenu.

Nous voulons aller sur le chemin de l'électromobilité, avec l'objectif d'atteindre nos objectifs climatiques.

Par ailleurs, dans le même contexte, nous voulons lancer un projet de loi pour le subventionnement de voitures électriques, de même que l'hydrogène, qui est intégré dans les règles actuelles pour les bornes électriques.

C'est-à-dire : nous allons intégrer l'hydrogène, car c'est une possibilité d'avancement dans ce secteur.

Ensuite je voudrais mentionner l'un ou l'autre point dans la politique, dans les affaires extérieures...

Dimanche j'ai eu un entretien avec la nouvelle Commission ; un appel téléphonique avec Madame van der Leyen, qui m'a donné l'occasion de lui souhaiter bonne chance dans sa commission, pour les tâches qui l'attendent.

Dans cet entretien, j'ai de nouveau exprimé les soucis du Luxembourg concernant les frontières extérieures, et j'ai invité la Commission à analyser ce problème de près.

Si la motivation pour l'introduction des contrôles aux frontières est toujours donnée ou existante, voire même la motivation pour demander un prolongement...

La Commission veille sur les traités, et dans ce contexte, j'ai visité le Land de la Sarre,

où j'ai exprimé mes soucis, mes griefs à Madame Rehlinger, la présidente de la Sarre.

Dans mon appel avec Madame von der Leyen, j'ai insisté sur une compétitivité plus forte en Europe.

Nous avons besoin d'emplois, et je ne veux pas que les États-Unis et la Chine nous devancent.

Et il faut que la Commission ait la priorité absolue de promouvoir le secteur financier, l'agriculture, l'industrie, l'exécution d'une série de textes.

C'est-à-dire, on a besoin d'une approche complètement différente, et je pense que la Commission en est bien consciente.

Et nous nous attendons de la nouvelle Commission des résultats à court terme,

pour que les populations remarquent qu'il se passe quelque chose.

En parlant de notre carte européenne, je regrette profondément, moi-même et tous les gouvernements, je regrette qu'on ait... l'instabilité politique est terrible autour de nous, en Allemagne, en France, en Belgique ; une instabilité qui fait que nous avons trois gouvernements qui ne fonctionnent pas dans les pays voisins.

Des gouvernements qui ne peuvent pas fixer des accents politiques, et c'est évidemment négatif pour ces pays, mais également pour nous, vu que nous avons une économie ouverte évidemment, et nous respirons au même rythme que les pays limitrophes.

Et si ces pays vont mal, on va mal aussi. Je suis donc content que nous ayons la stabilité dans notre pays, plus de croissance économique que par rapport aux pays voisins,

et nous allons tout faire, là où on a la responsabilité seule, sans être dépendants des voisins, faire tout notre possible pour soutenir nos salariés, nos entreprises, notre population,

pour que tout le monde se porte bien, ce qui n'est pas facile face à la situation dans les pays voisins.

Je lance l'appel à la responsabilité des pays voisins pour revenir au bon sens, pour assumer leur responsabilité politique,

pour arrêter leur jeu politique et pour créer une majorité forte.

En Allemagne, il y aura des élections en février, mais ces derniers mois, il n'y a pas beaucoup de choses qui se sont passées.

En Belgique, il y a des négociations de coalition depuis plus de 6 mois, ce qui est très mauvais.

En France, on ne voit pas quelle majorité stable pourra fonctionner dans les années à avenir ; si les forces politiques du milieu se rassemblent, ça devrait être possible.

Je constate aussi avec une certaine inquiétude que dans d'autres parties d'Europe, la situation n'est pas très bonne, notamment en Roumanie, qui est un pays membre de l'Union européenne, où la Cour constitutionnelle a annulé le premier tour des présidentielles, apparemment à cause de manipulation par le biais des médias sociaux.

Et c'est évidemment un problème qui concerne la Roumanie, mais c'est un pays membre de l'Union européenne, et il est extrêmement important qu'ensemble, nous analysions la situation, si ce cela peut se reproduire ailleurs, et comment nos démocraties peuvent s'équiper pour ne pas être manipulées de l'extérieur, ou par des phénomènes qui ne correspondent pas au processus de décision démocratique.

Voilà, c'est un peu le tour d'une semaine très intense qui est derrière nous.

Au sein du Conseil gouvernemental, nous avons pris de nombreuses décisions, que je voulais bien partager avec vous.

Je suis ouvert maintenant à vos questions.

[Journaliste]

J'ai une question, Monsieur le Premier ministre, une question quant à des propos de votre partenaire de coalition, le ministre des Affaires extérieures, Monsieur Bettel. Il a dit que le Grand-Duché n'était pas vraiment en faveur de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

Est-ce vrai que le Grand-Duché a déjà pris position, et quelle est votre opinion ?

[Luc Frieden]

Le ministre des Affaires extérieures, Xavier Bettel, et moi-même, nous sommes complètement alignés, dans cette matière, comme dans d'autres matières.

J'en ai discuté avec Monsieur Bettel hier soir, et ce matin nous avons confirmé, au sein du gouvernement, ce que nous avons déclaré à Washington en juin et juillet.

Notre déclaration commune, lors d'une entrevue avec Monsieur Selenskyi, et ce qui est également inscrit dans l'accord de sécurité entre le Grand-Duché et l'Ukraine.

La réunion en été à Washington avec le... c'était en présence du ministre des Affaires externes, et selon cet accord, il est stipulé clairement que l'Ukraine fait partie de la famille euratlantique et aura un avenir au sein de l'Union européenne et au sein de l'OTAN.

Le ministre a plutôt évoqué la situation actuelle. Il est évident que l'Ukraine ne pourra pas adhérer à l'OTAN au cours du conflit.

Et la situation est différente dû à la guerre qui a éclaté, et c'est pourquoi nous avons dit à l'Ukraine que son avenir résidera dans ces deux alliances.

Mais la durée dépend évidemment des circonstances. Mais je tiens à souligner qu'entre le ministre des Affaires externes et moi-même, il y a une opinion complètement identique.

[Journaliste]

Deux questions sur le Mercosur : vous avez annoncé une réunion avec l'industrie.

Pour quand et quelle est la position de votre gouvernement concernant cette zone de libre-échange ?

[Luc Frieden]

Cette entrevue avec la FEDIL aura lieu encore avant les vacances de Noël.

En ce qui concerne la position du gouvernement, bon cela dépend de la rapidité avec laquelle nous aurons l'accord.

Ensuite il y aura les consultations, mais pour moi, ce n'est pas très urgent.

Et notre position sera claire d'ici Pâques.

Nous devons évidemment analyser la nature juridique des textes, et ce que les parlements nationaux doivent ratifier ou pas.

Et nous nous sommes engagés, au sein du Parlement, que dès que nous connaîtrons le texte, nous allons analyser ce texte avec les agriculteurs, l'industrie et le gouvernement.

Et partant de cela, nous allons consulter la Chambre des députés luxembourgeoise, et le gouvernement soumettra définitivement sa position.

La position de base est que nous sommes en faveur d'accords de libre-échange, qui sont importants pour notre économie.

Il est important d'avoir des règles pour des produits entrant en Europe. Nous voulons avoir de nouveaux débouchés, de nouveaux marchés, mais les règles doivent être les mêmes partout dans l'agriculture.

Et ce sera un des critères, et la position viendra dans quelques mois.

[Journaliste]

Bon vous avez dit que les subventions produisent les premiers effets sur le marché.

Maintenant hier soir, dans le Kloertext, l'opposition, la députée Sam Tanson, a avancé l'argument que dans la commission du logement, il y a eu des chiffres qui prouvent le contraire, c'est-à-dire que les effets espérés n'ont pas été produits.

[Luc Frieden]

Je n'ai pas regardé l'émission ; c'était peut-être une erreur, mais je dois vous dire que j'ai parlé avec des gens sur le terrain, aussi avec les ministres responsables.

Il est clair que... et moi-même, je me suis renseigné auprès des banques, des artisans, qui m'ont dit que... chez les notaires aussi, et on constate que le bâtiment existant a pris de l'essor.

Il y a plus de ventes également, dû au fait de la réduction de l'imposition des plus-values.

Nous constatons une augmentation des demandes de crédit et aussi l'octroi de crédits hypothécaires.

C'est tout de même un paramètre qui joue un rôle important dans ce contexte, et nous voyons également que d'autres mesures produisent un effet aussi, [notamment dans les VEFA].

Donc tout cela sera mis en musique par étapes, mais nous constatons une reprise dans plusieurs entreprises, et c'est très positif, et donc nous devrons tout faire qui pointe dans cette direction. Évidemment ce problème ne se résout pas du jour au lendemain, et il faut saluer chaque progrès. Et à la fin l'année, nous constatons tout de même une bonne reprise.

Évidemment, il faut du temps pour que cette reprise s'exprime sur le terrain dans toutes ses facettes.

Je n'ai pas de chiffres, je me suis tout simplement renseigné sur le terrain : qu'en est-il des ventes ?

On m'a dit qu'il y a quelques temps, le marché était mort, mais vous êtes de bons journalistes, vous pouvez vous renseigner également auprès de ceux qui s'occupent des immeubles, de la vente, ou de la construction, et qui vont certainement vous confirmer ce que je viens de dire.

[Journaliste]

Donc cette semaine, vous n'étiez pas trop aimé par les syndicats, ni vous ni votre ministre de l'Emploi et du Travail.

Est-ce que la paix sociale peut-être maintenue dans notre pays ?

[Luc Frieden]

Vous savez, il faut toujours rester dans le dialogue, et je suis convaincu que les Luxembourgeois veulent toujours la paix sociale.

Nous restons dans le dialogue. Les uns parleraient plus fort que d'autres, mais nous savons que nous soignons le dialogue social, et c'est pourquoi je n'ai pas peur pour la paix sociale.

Je ne vois pas de raison pour une grève.

En parlant d'une grève générale, il faut quand même avoir un motif, et je ne vois pas ce motif, à l'heure actuelle, pour que 300 à 400 000 salariés arrêtent leur travail.

Cela ne s'est jamais passé dans ma carrière. La dernière grève générale a eu lieu en 82, si je ne me trompe.

J'ai dit plusieurs fois, et c'est ce qui fait peur aux syndicats, j'ai dit que les syndicats n'étaient pas capables de négocier des conventions collectives,

mais tout en leur disant que les syndicats préservent ce droit.

Il n'y a pas de raison de faire grève, et je pense que c'est une culture qui ne correspond pas à notre pays.

Et si nous voulons une situation comme en France, alors il faut se comporter en français.

Nous voulons plutôt le bien-être, la croissance économique, la justice sociale, et alors, cela ne se fait que par le biais de la modernisation du pays.

Le point mort n'est pas une solution. Partout le monde change. En Amérique, on s'attend à un président qui va réduire les impôts, déjà sous Biden.

La Chine produit énormément d'acier et d'autres produits. Moi je voudrais bien qu'on soit un pays moderne, que nous adaptions les lois aux conditions de vie de la population.

Ceci vaut également pour les organisations syndicales, et c'est ce que ce gouvernement souhaite faire.

Évidemment nous allons parler aux syndicats également, mais je suis confiant parce que je les connais, et je peux très bien différencier entre des discours très durs au moment de congrès , d'une part, et un dialogue plus objectif.

Et je suis confiant que le dialogue social n'est pas menacé.

Aussi dans les entretiens, en général, au Parlement, je suis certain que nous pourrons créer une situation qui est meilleure que celle dans les pays voisins.

Et je n'ai pas peur pour la paix sociale, et je ne me laisse pas impressionner par des discours.

Si on dit : on va faire la grève, il faut qu'on sache pourquoi on [fait] la grève.

Je ne vois pas de raison pour passer en mode grève.

Bon, on discute régulièrement avec les présidents des syndicats. Moi je ne téléphone pas toujours à toutes les rédactions des médias et des journaux, et cetera, mais donc là, les entretiens que j'ai avec le président des syndicats se passe de façon très civilisée.

[Journaliste]

Oui. J'aimerais quand même revenir à la prorogation des aides au logement.

Si je me souviens bien, on avait parlé, dans la commission des Finances, sur ces mesures, et le ministre des Finances, Monsieur Gilles Roth, qui appartient au même parti que vous, lui il avait quelque part exclu la prorogation de ces mesures.

Est-ce que c'est vrai, et qu'en est-il de Monsieur Reinesch, qui devrait également avoir une bonne vue d'ensemble, là il avait dit qu'il faudrait les réduire assez rapidement. Donc si je vous comprends bien, vous êtes absolument à l'encontre des mesures préconisées par le ministre des Finances et par le directeur de la Banque centrale ?

C'est dommage que vous n'ayez pas vu cette émission. Bon, enfin c'est comme toujours intéressant d'écouter ce que raconte la concurrence.

Mais quelque part, ce qui était intéressant, c'est que Marc Spautz, qui fait partie du même parti que vous, et là on lui avait posé la question : alors est-ce que vous prévoyez encore une réforme des retraites ou non durant cette législature ?

Là ce serait bien d'avoir une réponse de votre part.

[Luc Frieden]

Alors hier, à ce moment-là, j'ai préparé le conseil du gouvernement d'aujourd'hui.

Ça, quelque part ça devait être fait. Mais l'avantage de la technologie moderne, c'est qu'on a toujours la possibilité d'écouter l'émission a posteriori très bien.

Donc je peux prendre mon petit cours de rattrapage. Pour ce qui est de votre première question : initialement, ce n'était pas l'intention du gouvernement de proroger les mesures en question, parce que c'étaient des mesures temporaires. Le but, c'était de provoquer un élan.

En revanche, si on fait des mesures durables, là c'est lentement qu'on s'y met.

Et c'est quelque part maintenant, en fin de cours de validité, que les gens se réveillent.

Et maintenant ils attendent que leur prêt soit octroyé, maintenant ils négocient avec les vendeurs d'immeuble.

Et c'est bien pour ça qu'on a décidé cette prorogation, donc six mois de plus pour jouer les prolongations.

Et c'est une décision prise de commun accord lors des dernières journées avec les différents ministères concernés.

Ça vaut bien entendu aussi pour le ministre des Finances qui soumettra ce projet au début de l'année au Conseil gouvernemental.

Donc, c'est important pour les gens, c'est important pour le logement, c'est important pour les entreprises qui construisent lesdits logements.

Alors l'autre question quant au calendrier de la réforme des pensions....

[Interjection au micro]

Bah vous savez, il y a un gouvernement ; il décide.

Un gouvernement écoute d'abord et décide après. Et c'est pour ça qu'il y a un chef de gouvernement.

Il écoute, lui aussi, et c'est ensuite qu'il soumet des propositions.

Ensuite on consulte, et à la fin on décide. Donc le gouvernement propose des choses à la Chambre et on entend ce que les autres disent.

Mais c'est uniquement le gouvernement qui propose, et la Chambre décide, sauf dans les cas où c'est le gouvernement qui décide. La réforme des pensions : on avait... maintenant, il y a un calendrier.

Il y a une phase de consultation, dont la première phase très large s'est achevée.

Maintenant on regarde les résultats. La ministre de la Sécurité sociale a reçu un mandat de nous faire une synthèse de tous les entretiens qu'elle a eus.

[...] Elle ne voit pas seulement ce qui a été soumis par écrit, mais elle fait la tournée du pays pour entendre les soucis des gens, pour voir quelles sont les différentes facettes du problème. Et au cours des prochains mois, on va se concerter pour voir quelles seront les décisions que nous allons proposer.

Et pour cela, il nous faudra quelques discussions au niveau du gouvernement, au niveau des différents partis, et puis il y aura une deuxième phase de consultation, parce que quand on fait des propositions, parce ce que là, ce sera plus concret, il va falloir en discuter.

Nous n'avons pas un calendrier bien rigide, mais l'année prochaine nous saurons quelle sera la vitesse de croisière à adopter.

On ne va pas se dépêcher inutilement, parce que c'était bien pour ça que dans l'accord gouvernemental, on n'avait pas une approche en termes de temps.

Donc on avait dit : voilà, la complexité de la question exige qu'on devra se laisser le temps.

Il y a les différents paramètres où on peut régler les choses, et tout tient dans tout.

Et c'est pour ça qu'il faut nous laisser un certain temps. De toutes façons, ce n'est pas un sujet qui presse.

C'est un sujet qui est important aujourd'hui pour demain. Mais donc, nous ne sommes pas le dos au mur.

C'est autre chose pour le logement. Pour le logement, on doit faire quelque chose maintenant.

Pour les retraites, il faudra voir dans les deux années pour faire de sorte que les retraites puissent être financées

également pour ceux qui entrent dans le monde du travail. Et donc, c'est autre chose que dans d'autres secteurs politiques.

Il y a encore une question ? Allez, vous avez droit à une question supplémentaire, comme c'est la Saint-Nicolas.

Bon, c'est encore loin jusque Noël, mais si vous n'avez plus de questions, si on ne se voit plus, je vous souhaite déjà d'excellentes fêtes de fin d'année.

Je vous dis merci pour la bonne coopération tout au long de cette année. Moi j'ai toujours aimé venir ici. J'aime bien répondre à des questions.

Parfois je n’ai pas la réponse toute prête, mais ça fait partie de la démocratie

de pouvoir procéder à des bons échanges avec une presse libre et compétente qui transmet nos messages, et je me réjouis déjà de continuer cette bonne coopération en 2025.

Excellentes fêtes de fin d'année !